

AXES DE LUTTES

(annexe du texte d'orientation du 57e congrès de l'U.N.E.F., Marseille)

Compte tenu de l'analyse de la conjoncture et des éléments de stratégie, énoncés dans le texte d'orientation, il nous semble essentiel d'axer notre lutte au cours du deuxième trimestre sur les objectifs prioritaires compte tenu du rapport des forces actuel entre la bourgeoisie et le prolétariat;

La politique de la bourgeoisie se caractérisant par :

- les tentatives d'intégration du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant au système capitaliste ;
- la politique d'austérité qui permet à la bourgeoisie de maintenir et d'augmenter ses profits en exploitant les travailleurs.

La mobilisation réalisée à partir des axes ci-dessus permettra de faire avancer la lutte des classes ; aussi devront-ils répondre aux trois critères suivants :

1. *accentuer les contradictions du système* ;
2. *élever le niveau de conscience politique des masses* ;
3. renforcer la cohésion et l'unité du mouvement, particulièrement compte tenu de la *répression* actuelle.

LES OBJECTIFS DE LUTTE QUE NOUS AVANÇONS :

I - IMPOSER ET ÉLARGIR LES LIBERTÉS SYNDICALES DÉJÀ OBTENUES dans les facs, les cités universitaires, sur l'ensemble des campus. (Cf. éléments stratégiques du texte d'orientation).

- Cela se fera essentiellement en maintenant un rapport de forces favorable au mouvement, au cours des luttes de

masse engagées sur les objectifs ci-après.

- Luttons contre la répression sous toutes ses formes (policière, administrative, universitaire).
- Empêchons dans les fait l'application des décrets scélérats.
- Pas de fonctionnement de l'université tant qu'il y aura un seul flic dedans.

II - LUTTER CONTRE LES MESURES D'AUSTÉRITÉ.

Une lutte économique des étudiants (bourses, augmentations des prix de restaurant-U, des loyers en cité et en ville...) peut, dans la conjoncture politique actuelle, se placer de fait, sur une base anticapitaliste et être l'occasion d'une politisation du milieu (débat sur le contexte de la crise économique, meetings...).

L'action de masse engagée sur de tels objectifs, en la situant dans le contexte politique amène les étudiants à s'engager politiquement au côté des travailleurs en lutte (refus de la défense du franc, de la répression).

Si elles sont bien définies politiquement, sur une base anti-capitaliste, et non comme de simples actions corporatistes, de telles luttes économiques permettent une liaison politique avec les travailleurs qui subissent la répression et l'exploitation économique du patronat et du pouvoir d'Etat.

Plus concrètement, il faudra développer :

- L'explication à la population de la signification de nos luttes (contre la diminution du taux de bourses, l'augmentation des loyers, des repas...). Cela pourra se faire lors de débats sur la crise économique et politique.
- La solidarité avec les luttes ouvrières.

• Possibilités de luttes communes avec les travailleurs des oeuvres universitaires (cités et restaurants-U), face aux mesures de rentabilisation des services publics, avec tendances à l'auto-financement régional et recours aux capitaux privés,

C'est-à-dire, luttes communes :

sur le statut du personnel, contre les augmentations de cadences, les salaires de misère, les licenciements... pour un contrôle par les étudiants en lutte et les travailleurs sur le *budget et le mode de gestion des oeuvres*.

Les mesures citées précédemment accentuent la fonction sélective de l'université ; les objectifs avancés à ce sujet sont donc liés à l'ensemble des objectifs de lutte contre l'université de classe et les derniers réajustements qui maintiennent cette fonction de classe: la loi d'orientation.

III - LUTTER CONTRE LA LOI FAURE ET L'UNIVERSITÉ AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE :

a) *Refuser systématiquement la participation et la co-gestion* qui, dans le cadre de l'autonomie vise à faire cautionner par le mouvement étudiant, la main-mise du patronat sur l'enseignement et la recherche, à intégrer le mouvement étudiant et à briser son unité. Cette bataille que nous mènerons contre la participation sera d'autant plus efficace pour le mouvement étudiant que nous créerons un rapport de forces qui lui sera favorable par les luttes engagées sur des objectifs offensifs, remettant en question les fondements de l'université de classe, accentuant la contradiction qui existe entre le développement des forces productives et le maintien des rapports sociaux actuels et permettant d'élever la conscience politique d'une masse d'étudiants.

Contre la participation.

Pour faire la dénonciation politique de l'université au service de la bourgeoisie.

Imposons le contrôle du mouvement étudiant en lutte.

Il s'agit du contrôle par les A.G. des étudiants en lutte de l'exécution des décisions imposées par l'établissement d'un rapport de forces. Les délégués élus sont

mandatés sur des points précis et rendent compte à tout moment de leur mandat devant l'A.G. Il en est de même pour les commissions de contrôle sur :

- la définition des programmes, méthodes et unités d'enseignement ;
- les inscriptions pour empêcher une forme de sélection cachée ;
- les modalités de contrôle des connaissances ;
- le mode de gestion, le budget, la programmation des laboratoires de recherche, les contrats privés (cela en liaison avec tous les travailleurs de l'université) ;
- la parcellisation de l'université qui accentue la main-mise du patronat et ouvre la porte à une répression perlée.

Ce contrôle est le refus d'être associés aux mandarins dans l'exercice de la gestion de l'université de classe.

b) *Lutte contre la sélection* par le numerus clausus, la sélection progressive ou le contrôle continu des connaissances, qui permettent une adaptation de l'université aux besoins en formation professionnelle et en main-d'oeuvre, déterminés par le patronat ; (cette lutte est particulièrement justifiée dans les secteurs productifs). Cette lutte met en cause les mécanismes de ségrégation sociale.

c) *Lutte sur la formation et ses structures :*

- contre la spécialisation dans les instituts atomisés et dominés par le patronat local, en liaison avec l'atomisation des secteurs de recherche ;
- contre les universités concurrentielles ;
- contre la secondarisation des premiers cycles (C.S.U., C.L.U.) ;
- contre la mise en service direct du patronat des secteurs d'enseignement et de recherche (3e cycle, stages...) ;
- contre le cloisonnement entre la formation à la recherche, à l'enseignement et à la technologie ;
- contre l'isolement des enseignements marginaux (architecture, Beaux -Arts, Agronomie...) et pour leur rattachement à l'enseignement supérieur ;
- contre le marchandage de « diplômes de valeur concurrentiels ».

Il ne s'agit pas là d'un catalogue revendicatif, mais d'axes de luttes et de dénonciation politique.

Ils ont une double signification :

- accentuer les contradictions du système ;
- dévoiler la fonction idéologique ; créer dans l'université, par la mobilisation de masse, un rapport de forces défavorable à la bourgeoisie et au maintien de l'université de classe.

d) Dénonciation idéologique et politique de la fonction de l'université et de la société :

Dans les secteurs productifs, cette dénonciation est intimement liée aux luttes engagées sur les objectifs précédents (professionnalisme, idéologie de l'élite, idéologie qui transparait au travers de la formation et du devenir social...).

Dans les secteurs où l'idéologie bourgeoise intervient encore plus directement (Lettres, Sciences Humaines et Sciences Eco...), cette dénonciation est un axe prioritaire du mouvement (refus des enseignements réactionnaires, dénonciation de leur lien avec le système bourgeois, de leur rôle répressif...).

IV - LIER LES LUTTES DES ÉTUDIANTS A CELLES DES TRAVAILLEURS:

— en replaçant la lutte des étudiants dans le cadre de la lutte des travailleurs, contre l'exploitation capitaliste ;

— en apportant notre soutien concret aux luttes des travailleurs et en les popularisant (objectifs, moyens de lutte et organisation) ;

— en développant et expliquant aux travailleurs notre lutte anti-capitaliste à l'université.

Ainsi, nous rompons l'isolement politique entre le mouvement étudiant en lutte et les travailleurs, isolement exploité par la bourgeoisie pour créer des conditions d'une répression.

V - RELIER LA LUTTE DES ÉTUDIANTS ET DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS A CELLES DES AUTRES

PAYS :

- Soutien à tous les peuples qui luttent contre l'impérialisme ;
- Soutien à tous les peuples qui luttent pour définir par eux-mêmes le socialisme dans leur pays ;
- Action et coordination avec les mouvements étudiants des pays européens.

Cette liaison entre les luttes, l'unification des luttes anti-capitalistes et anti-impérialistes des étudiants et des travailleurs français, pourra prendre des formes concrètes.

Exemples : en plus des manifestations, meetings, il faut dénoncer la façon dont la presse bourgeoise rend compte des luttes anti-impérialistes, localement ou nationalement ;

— dénonciation de l'enrôlement des étudiants dans le cadre de la « coopération », qui vise, en fait, à en faire des instruments de l'impérialisme français ;

— dénonciation du contrôle de certains laboratoires par des trusts impérialistes leur permettant l'utilisation des produits de la recherche pour exploiter les pays sous-développés (agronomie, exploitation du sous-sol) ;

— dénonciation et lutte contre l'installation de trusts américains en France ;

— dénonciation et lutte contre l'activité de propagande des instituts et centres culturels américains...

L'Étudiant de France

Nouvelle série n° 5 - Février 1969